



**CAEN du 17 novembre  
2020**

### **Déclaration liminaire**

Mesdames, Messieurs,

Face à la communication médiatique à outrance, de notre gouvernement, face à l'arrogance de notre ministre de tutelle, plus prompt à participer au « Prof Bashing » qu'à défendre notre institution,

Force est de constater que l'ensemble des personnels de l'Education nationale sont fatigués et souffrent de ces manques de considération.

Comment supporter, dans la gestion de la crise sanitaire, le manque de consignes claires, les ordres et contre ordres de dernière minute, plus souvent glanés dans la presse et les réseaux sociaux que dans des textes officiels, quand notre premier objectif doit être le respect et la bienveillance envers nos élèves et la communauté éducative ?

Comment supporter la poursuite des réformes au forceps des lycées, généraux et professionnels, sans réelle concertation avec les équipes enseignantes, parfois peu soudés en raison du manque d'écoute de leur hiérarchie, comme l'ont montré les situations de nos collègues à Melle et ailleurs ?

Comment supporter le manque d'ambition, le manque de moyens, les problèmes de recrutement, l'opacité du mouvement des enseignants liés à la fin du paritarisme, la charge de travail accrue de tous, et notamment celle des AESH, des médecins de l'Education nationale et des personnels médicaux et sociaux dont le nombre insuffisant est le plus emblématique en cette période de crise sanitaire ?

Et enfin, comment supporter qu'un enseignant meure d'avoir fait son métier, quand la laïcité est remise en cause à coup de mauvaises définitions, quand le rôle des professeurs est malmené et par-delà celui de l'Ecole publique ?

Face à ces questions, on nous dit que « tout va bien, tout est sous contrôle » « ça ira mieux demain » Pourtant, la méthode « Coué » a ses limites : elle n'engage que ceux qui y croient.

L'ordre du jour est à l'aune de notre manque d'espoir, notamment sur l'évolution de la carte des formations professionnelles. Alors que la persévérance scolaire et l'inclusion des plus vulnérables est l'un des objectifs de l'éducation nationale, nous constatons des réductions de capacité d'accueil en bac professionnel, et pas de créations de CAP.

Notre académie ne va donc pas contribuer au respect de l'obligation de formation des 16-18 ans devant être mise en œuvre depuis septembre 2020 en proposant des solutions complémentaires en lycée professionnel et une meilleure insertion future dans le monde du travail.

Pourtant, les derniers chiffres de l'Ecole, publiés dans une note de la DEPP, soulignent le travail fait sur la persévérance scolaire dans les lycées professionnels, les sorties en cours de formation ayant diminué.

Enfin, en ces temps où il est difficile de conclure des périodes de stages, où la signature de contrat d'apprentissage est compromise par la crise économique attendue, la scolarisation, en tant qu'élément de socialisation et de développement de compétences, est et reste un rempart à l'exclusion.

Je vous remercie de votre écoute

Nathalie Grand